

PORTANT MISE EN SENS UNIQUE D'UNE RUE

LE MAIRE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-18, L.2122-20, L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1 à L.2213-6 et R.2122-8 ;

Vu le Code de la Route et notamment les articles R.110-1 et suivants, et R.412-28 ;

Vu l'arrêté municipal du 30 novembre 1932 réglementant la circulation et le stationnement des véhicules sur le territoire de la commune de Pau et les arrêtés modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté municipal n°AP-2024-0081 définissant des sens unique de circulation dans le parking Favre ;

Vu la délibération n°34 du 24 juin 2024, dénommant le parking paysagé de la ZAC Favre comme « parking du Laü » ;

Considérant qu'il convient dans l'intérêt de l'ordre et de la sécurité publics, de réglementer le sens de circulation des voies internes du parking du Laü ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1^{er} – L'arrêté municipal n°AP-2024-0081 définissant des sens uniques de circulation dans le parking Favre est abrogé et remplacé par les dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 2 – Des sens uniques de circulation sont instaurés dans le parking du Laü dont l'accès se fait par la rue Saint-John Perse, depuis les entrées vers les sorties.

ARTICLE 3 – Les conducteurs circulant dans le parking du Laü et débouchant sur la voie en sens unique reliant la rue Saint-John Perse et le boulevard Lucien Favre, doivent marquer un temps d'arrêt à la limite de la chaussée abordée, céder le passage aux véhicules roulant sur cette dernière voie et ne s'y engager qu'après s'être assurés qu'ils peuvent le faire sans danger.

ARTICLE 4 – La circulation de tout véhicule ayant une hauteur, chargement compris, supérieure à 2 mètres est interdite dans les parkings du Laü.

ARTICLE 5 – Les dispositions du présent arrêté sont applicables à compter de la mise en place de la signalisation réglementaire par les Services Techniques Municipaux.

ARTICLE 6 – Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux textes et règlements en vigueur.

ARTICLE 7 – En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Pau, soit par courrier (50 Cours Lyautey – BP 543 – 64010 PAU Cedex), soit par la plateforme « www.telerecours.fr », dans un délai de deux mois à compter de sa publication sur le site internet de la commune.

ARTICLE 8 – Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commissaire Divisionnaire de Police et le service de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet de la commune.

Publié le 03/07/2024

Fait à Pau, le 03 juillet 2024